

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Indice des prix en Suisse
Le mouvement
désinflationniste est
loin d'être stoppé **PAGE 8**



ram-ai.com

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE

SMI 8990.16	DOW JONES 17863.43
9025	17960
9000	17900
8975	17840
8950	17780
+0.43%	-0.02%

PARC TECHNO À FRIBOURG (BLUE FACTORY)
Grande instabilité managériale **PAGE 8**

LE STSA S'ADRESSE AU GRAND PUBLIC
Le rôle des négociants à Genève **PAGE 3**

KUONI TIEN SA LIGNE ET CHOISIT SON CEO
Signes tangibles de redressement **PAGE 7**

BONNES MARGES SUR INTÉRÊTS DE VALIANT
Argument pour l'indépendance **PAGE 5**

STABILITÉ DES CHIFFRES-CLÉS DE SWISSCOM
En attendant le véritable test **PAGE 6**

POGGENPOHL (CUISINES HAUT DE GAMME)
Le premier showroom à Genève **PAGE 24**

REI III VUE PAR LE FISC CANTONAL GENEVOIS
Peu adaptée à l'économie locale **PAGE 9**

AGEFI SA AUGMENTE SON CAPITAL
Le communiqué de presse **PAGE 2**

Professionnalisation du bénévolat



DOMINIQUE BRUSTLEIN-BOBST. Convergence de l'action sociale et de l'univers des affaires.

Engagée d'abord dans les activités philanthropiques, Dominique Brustlein-Bobst a amplifié son impact par sa présence au conseil d'administration de sociétés tournées vers la finance responsable. Facilité de contact, faculté d'aller à l'encontre d'univers différents, la convergence de ses compétences lui permet de structurer ses activités de consultante en communication institutionnelle pour la réalisation de projets à but socialement responsable. **PAGE 3**

La fin de la monnaie papier se heurterait à d'énormes obstacles

Une conférence internationale a eu lieu à Zurich pour faire le point sur cet objectif devenu très tendance ces derniers mois.

PIERRE BESSARD

L'idée d'interdire l'argent liquide s'est propagée de manière virale ces derniers mois. Par rapport à la crise de l'endettement souverain, les taux d'intérêt négatifs, la propension à thésauriser. La criminalité surtout, les transactions nominales offrant une traçabilité à peu près complète.

Dans plusieurs Etats à problèmes, les paiements en cash de plus 1000 euros ne sont tout simplement plus autorisés. Les banques imposent des limites de retrait journalières ou hebdomadaires.

Certains Etats plus proches semblent renoncer volontairement au cash. C'est le cas de la Suède, où la technologie Swish est même utilisée par les sans-abri vendant leur journal associatif. Une conférence internationale de l'Institut Libéral, en collaboration avec l'Université de Zurich et le European Money and Finance Forum, a évalué ces deux derniers jours les arguments de part et d'autre pour mieux appréhender les risques de ce qui apparaît à bien des égards comme le sommet de la répression financière. Les implications ne sont pas seu-

lement techniques, mais soulèvent un certain nombre de questions à propos de la liberté individuelle et des droits de propriété. L'usage d'argent liquide n'est-il pas d'abord une liberté civile? «Les banquiers centraux ne pourraient sans doute plus sortir de chez eux si une telle interdiction était prononcée», a ironisé Jens Ulbrich, directeur du département économique de la Bundesbank à Francfort.

C'est dire si la monnaie papier est loin d'être devenue à son tour une relique barbare. *L'Agefi* a publié plusieurs articles expliquant

que les quantités en circulation avaient d'ailleurs explosé, dans la zone euro en particulier (suite à la crise financière de 2008).

Le faible degré de confiance dans le système financier et économique, les impositions confiscatoires comme à Chypre ou en Argentine, semblent avoir la plus grande influence sur ce phénomène. Ce n'est en tout cas pas l'économie clandestine qui l'explique. Mais aucun impératif de politique monétaire ne peut justifier non plus la fin de l'argent liquide.

SUITE PAGE 8

La nouvelle direction déçoit profondément

ADECCO. Les chiffres sur neuf mois communiqués hier ont jeté un froid. Le titre a très mal réagi.

C'est la première fois que le nouveau management, président exécutif et directeur financier, présentait des résultats trimestriels. L'exercice a suscité une claire déception. Des chiffres sous les attentes, des prévisions revues à la baisse, une perspective bouchée à moyen terme et une note finale alourdie par un amortissement du goodwill de 740 millions d'euros. C'était un peu trop pour les investisseurs, qui ont largement mis le titre sous pression hier, portant le recul jusqu'à près de 10% en milieu de séance. Des répliques pourraient avoir lieu ces prochains jours. Alors que le négociant a annoncé des révisions négatives.

Ce qui n'enlève rien à la performance opérationnelle du groupe, dont le leadership en termes de contrôle des coûts et de rentabilité reste tout à fait solide. Adecco n'en est pas moins à l'avant-plan d'une tendance qui devrait perdurer sur le marché du placement professionnel, marqué par la stagnation des débouchés matures et la baisse de croissance des régions en cours d'établissement. Avec, à la clé, une baisse substantielle de la marge opérationnelle, réduite de plusieurs points de base sur 2015, et la perspective d'une stagnation pour 2016, sur l'ensemble des principaux débouchés.

PAGE 6

Les conditions d'un assainissement soft

ZURICH INSURANCE. Les affaires problématiques représentent 15% de la division RI. 200 emplois en moins.

Alerte sur les résultats communiqués à la mi-septembre. Renoncement au projet d'acquisition de l'assureur britannique RSA (pour 5,6 milliards de livres), Zurich Insurance a présenté hier ses chiffres trimestriels complets, en ligne avec ce changement de cap: plan d'assainissement de la division Assurances dommages (General Insurance - GI), dans le rouge au troisième trimestre. Elle est affectée par l'explosion survenue dans la ville portuaire de Tianjin en Chine et par des pertes aux Etats-Unis dans les assurances RC (véhicules à moteur en particulier). Nouveau CEO du pôle GI, Kris-



GEORGE QUINN. Entretien avec le directeur financier (CFO).

tof Terryn a aussi présenté un lot de mesures en vue de conformer en 2016 la rentabilité de la division aux objectifs. Entretien avec le directeur financier George Quinn. **PAGE 4**

ÉDITORIAL SÉBASTIEN RUCHE

Bellinzone: Falciani n'a rien raté

Entre lundi et hier à midi, le procès d'Hervé Falciani à Bellinzone a obéi scrupuleusement à la loi de Murphy. Tout ce qui était susceptible de mal tourner tournait mal. Peu de nouveaux éléments décisifs ont émergé, et on aurait pu finir par perdre la vue d'ensemble de cette affaire. Le procès a surtout été marqué par les absences. Celle du principal intéressé, celle des détenteurs de preuves. Les témoignages peu tranchants d'enquêteurs fédéraux, d'un avocat et d'anciens collègues du prévenu, dont certains ont mentionné des lacunes dans la sécurité de la banque, faisaient le jeu du très efficace avocat de la défense.

L'impression de cafouillage de la justice, qui avait interrogé Falciani à fin 2008 avant de le relâcher (lui permettant ainsi de se réfugier en France), se confirmait. La cour enregistrerait hier encore la défection de l'an-

cienne compagne d'Hervé Falciani, qui avait déclaré aux enquêteurs l'avoir accompagné au Liban pour vendre les données volées à Genève. Encore raté. L'audition d'une collaboratrice de la banque Audi à Beyrouth a enfin apporté un élément tangible hier après-midi (*lire page 9*). Elle a confirmé que Falciani lui avait proposé de vendre des noms de clients, mais elle a aussi révélé le tarif dérisoire demandé par l'étrange colporteur: entre 100.000 et 150.000 dollars. Ce prix ridiculement bas montre simplement que Falciani n'a aucun sens des affaires. Ou alors qu'il était totalement inconscient de ce qu'il faisait. Il illustre en tout cas le peu de valeur qu'il accordait aux clients de HSBC. Falciani n'est décidément pas qu'une insulte aux lanceurs d'alerte... Le pauvre a dû être stupéfait d'apprendre que Bradley Birkenfeld

avait reçu 104 millions de dollars aux Etats-Unis pour quelques informations sur UBS. Ce procès était évidemment nécessaire, mais avait-on vraiment besoin de nouveaux éléments? Ils justifieront peut-être des circonstances atténuantes, ou aggravantes. Mais l'essentiel était établi de longue date: Falciani a finalement reconnu lui-même le vol des données à des fins

commerciales, et les services français ont expliqué comment il les leur avait remises. Il n'est pas sûr dans le fond que sa présence eût apporté des éléments supplémentaires significatifs. Même absent, Hervé Falciani s'est montré le meilleur atout de la justice pendant ce procès. Normal pour un voleur dont le nom ressemble beaucoup à *falciane* — faucher, en Italien. ■

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens
Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0 0 4 5

DU COPIEUR À LA GED

devillard

www.devillard.ch